

## CHINE CONTINENTALE

### ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

**Relations US-Chine** : la Chine publie un White Paper "The Facts and China's position on China-US Trade Frictions"

**Relations US-Chine** : le nouvel Accord Etats-Unis–Mexique-Canada (AEUMC) comprend un chapitre sur les « non-market countries »

**Réforme de l'OMC** : après la réunion trilatérale UE-US-Japon, la Chine précise sa position sur la réforme de l'OMC

**Relations US-Chine** : la Chine réagit aux discours du Président Trump devant l'Assemblée générale des Nations Unies et du Vice-Président Mike Pence sur la relation sino-américaine

**Politique commerciale** : le Président Xi Jinping lance un nouvel appel à l'« autosuffisance » économique

**Investissements entrants** : le Mofcom dit « travailler activement » à la stabilisation des flux d'investissements entrants

**Réductions tarifaires** : nouvelles réductions de droits de douane à l'importation de plusieurs catégories de produits à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2018

### INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

**Cybersécurité** : selon Bloomberg, la dépendance des grands groupes technologiques américains à leur supply chain en Chine aurait été exploitée par les services de renseignement locaux

**Automobile** : Renault dévoile une mini-citadine électrique dédiée à la Chine

**Numérique** : Tencent Music, la principale plateforme de streaming musical de Chine, prépare son entrée en bourse

**Numérique** : suite à son passage à vide, Tencent se restructure en ciblant les services internet dédiés à l'industrie

### DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

**Développement durable**: renforcement de la collaboration sino-singapourienne autour de la ville durable et des Nouvelles routes de la soie (BRI)

**Développement durable** : le défi du recyclage dans les zones rurales

**Développement durable** : la Beijing Design Week met à l'honneur le développement durable et le Danemark

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### Relations US-Chine : la Chine publie un White Paper “The Facts and China’s position on China-US Trade Frictions”

Le Conseil des Affaires d’Etat de la Chine a publié en 8 langues (dont le français), lundi 24 septembre, jour de l’entrée en vigueur des tarifs américains sur 200 Mds USD d’importations chinoises et des contre-tarifs chinois sur 60 Mds USD d’importations américaines, un papier blanc intitulé « *The Facts and China’s position on China-US Trade Frictions* ». En 71 pages, le gouvernement chinois dresse un état des lieux de la relation économique sino-américaine et expose de manière détaillée sa position dans le conflit commercial actuel, présenté comme un enjeu pour « *la paix, la prospérité et la stabilité mondiales* ». L’introduction commence par rappeler les différences de niveaux de développement et de système économique entre la Chine (« *plus grand pays en développement du monde* ») et les Etats-Unis (« *plus grand pays développé du monde* ») ; dans ce contexte, les frictions commerciales sont donc « *naturelles* ». En revanche, la Chine reproche à l’administration de D. Trump d’avoir abandonné les « *normes fondamentales du respect mutuel et des consultations égalitaires qui guident les relations internationales* ». Alors que la Chine proposait des « *solutions pratiques* », les Etats-Unis se sont au contraire « *contredits* » et défient constamment la Chine. La majeure partie du document s’efforce de décrédibiliser les accusations de la partie américaine et dénonce au contraire le protectionnisme et les tentatives d’intimidation américains. Dans la dernière partie, la Chine rappelle brièvement les différents principes auxquels la Chine est « *firmly committed* » : la défense de sa « *dignité nationale* » et ses intérêts fondamentaux, le développement sain des relations économiques sino-américaines, la réforme et l’amélioration du système commercial multilatéral, la défense des droits de propriété intellectuelle, la protection des intérêts des entreprises étrangères en Chine, la réforme et l’ouverture, la coopération avec les pays développés et en voie de développement et enfin, l’élaboration d’une « *communauté de destin partagée pour l’humanité* ».

[Lire le White Paper](#)

### Relations US-Chine : le nouvel Accord Etats-Unis–Mexique-Canada (AEUMC) comprend un chapitre sur les « *non-market countries* »

Dans la foulée de l’annonce, le 30 septembre, de la conclusion d’un Accord États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC ; USMCA en anglais) destiné à se substituer à l’ALENA, le bureau du représentant américain au Commerce a rendu public le texte de ce nouvel accord. Une disposition du chapitre 32 – « *Non-Market Country FTA* » - concerne, sans la nommer, directement la Chine, que les États-Unis identifient, dans leur législation, comme une « *économie non-marchande* » (*non-market economy* – cf : brèves du 15 décembre 2017). L’article 32.10 de l’AEUMC prévoit que « *au moins trois mois avant d’entamer les négociations, une Partie doit informer les autres Parties de son intention d’entamer des négociations avec une économie non-marchande* », et leur fournir « *autant d’informations que possible* » quant au but d’une telle négociation. Surtout, au plus tard trois mois avant la signature d’un ALE avec une économie non-marchande, la partie signataire doit fournir l’ensemble du texte aux deux autres parties – celles-ci ayant la possibilité de revoir le texte de l’accord. Si l’une des Parties désapprouve cet accord, elle peut mettre un terme à l’AEUMC.

Pour mémoire, la Chine et le Canada avaient lancé, en septembre 2016, des « *discussions exploratoires* » en vue du possible lancement de négociations pour un ALE (cf brèves du 30 septembre 2016). Par ailleurs, la Chine se révèle visée par une disposition contenue dans le chapitre 14 de l’AEUMC relatif à l’investissement : les investisseurs implantés sur le territoire mexicain ou états-unien

et issus d'une économie non-marchande (« *an investor that is owned or controlled by a person of a non-Annex Party that the other Annex Party considers to be a non-market economy* ») sont privés d'accès au régime de règlement des différends Etat-investisseur (ISDS) bilatéral mis en place entre les États-Unis et le Mexique.

[Lire le chapitre 32 de l'AEUMC](#)

[Lire le chapitre 14 de l'AEUMC](#)

### **Réforme de l'OMC : après la réunion trilatérale UE-US-Japon, la Chine précise sa position sur la réforme de l'OMC**

Le ministère du Commerce (Mofcom) chinois a réagi, jeudi 27 septembre, à la publication d'une déclaration ministérielle conjointe des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne à l'issue d'une réunion trilatérale. Dans ce document, qui ne cite pas explicitement la Chine, les trois parties font part de leurs « *inquiétudes quant aux politiques et pratiques non-conformes aux principes de marché de certains pays tiers* », soulignent la nécessité de « *renforcer les règles sur les subventions et les entreprises d'état* » et s'inquiètent des politiques de transferts forcés de technologie - des pratiques jugées « *déplorables* ». S'agissant de la réforme de l'OMC, les trois parties ont annoncé leur volonté de déposer une proposition conjointe de réforme portant sur les questions de transparence et de notification, à l'occasion de la prochaine réunion du Conseil de l'OMC sur le commerce des biens. Elles ont enfin appelé « *les membres de l'OMC avancés revendiquant un statut de pays en développement à prendre de réels engagements dans les négociations actuelles et futures* ». Interrogé en conférence de presse sur la déclaration conjointe, le porte-parole du Mofcom a décliné les trois principes qui, selon la Chine, devront guider la réforme de l'OMC : (i) maintien des principes de base de l'organisation à savoir nation la plus favorisée ; traitement national ; se restreindre d'imposer des tarifs douaniers ; transparence ; traitement spécial et différencié ; (ii) placer au cœur du débat les questions de développement et prendre en compte les demandes « *raisonnables* » des pays en développement ; (iii) entreprendre sur la base du « *respect mutuel, de l'égalité et du bénéfice mutuel* » une réforme étape par étape, avec pour priorité le traitement des défis menaçant la survie de l'OMC. En revanche, le porte-parole a ajouté que « *les problèmes qui affectent tout le monde doivent être discutés par tout le monde. Nous ne sommes pas d'accord avec le fait que seuls quelques membres individuels imposent leur volonté aux autres* ». De son côté, le quotidien nationaliste *Global Times* se demande si « *les États-Unis [étaient] en train de prendre en otage l'agenda de réforme de l'OMC* », jugeant notamment que la question des subventions n'était pas le « *problème clé* ». Intervenant devant le *Economic Club* de Washington, le conseiller économique de Donald Trump, Larry Kudlow, a estimé : « *we're moving to what I characterise as a trade coalition of the willing to confront China [...] We are talking to the European Union again. We are talking to Japan again.* »

[Lire la déclaration trilatérale](#)

### **Relations US-Chine : la Chine réagit aux discours du Président Trump devant l'Assemblée générale des Nations Unies et du Vice-Président Mike Pence sur la relation sino-américaine**

Le Président américain Donald Trump a consacré une partie de son intervention devant l'Assemblée générale des Nations Unies, mardi 25 septembre, à la contestation des pratiques commerciales de la Chine. Pour Donald Trump, « *certaines pays ont dévoyé le principe d'ouverture afin de « dumper » leurs produits, subventionner leurs biens, viser nos industries et manipuler leur monnaie afin d'obtenir un avantage indu sur notre économie. De ce fait, notre déficit commercial a gonflé pour atteindre 800 Mds USD par an* ». Le Président américain a également, sans citer la Chine, fustigé le recours, par certains

pays, à de grands plans de politique industrielle, aux entreprises d'état, aux transferts forcés de technologie et au vol de propriété intellectuelle pour « *truquer le système en leur faveur* ». Depuis l'adhésion de la Chine à l'OMC, a conclu M. Trump, « *ce sont plus de 3 millions d'emplois industriels, presque un quart de tous les emplois sidérurgiques qui ont été perdus, et 60 000 usines* » qui ont fermé. C'est à cette dernière accusation que le porte-parolat du ministère des Affaires étrangères a répondu : « *cela n'a pas de sens d'imputer seulement à la Chine le déficit commercial américain et les destructions d'emploi* », renvoyant à des explications d'ordre macroéconomique (déficit d'épargne américain, rôle du dollar) et aux avantages comparatifs respectifs des entreprises américaines et chinoises.

Le 4 octobre, le vice-président américain Mike Pence s'est adonné, devant le Hudson Institute, à un réquisitoire à l'encontre de la Chine, dénonçant notamment la politique chinoise de « *diplomatie de la dette* » et « *l'agression économique de la Chine* ». S'y ajoute une critique de l'immixtion des autorités chinoises dans la conduite des activités des entreprises américaines en Chine en particulier par deux biais : l'introduction de cellules du Parti communiste chinois au sein des entreprises américaines en joint-ventures ; et la menace des autorités chinoises, dans un contexte de guerre commerciale, de refuser d'octroyer des licences aux entreprises américaines qui ne dénonceraient pas les pratiques commerciales de l'administration Trump. Enfin, s'agissant des transferts forcés de technologie et des vols de propriété intellectuelle, le VP accuse le Parti Communiste Chinois d'utiliser « *les technologies volées* » pour « *transformer, à très grande échelle, des socs de charrue en épées* ». Le ministère des Affaires étrangères chinois a immédiatement fustigé des « *calomnies médisantes* » et des accusations « *ridicules* », ajoutant que la Chine n'avait « *aucune intention de poursuivre son développement aux dépens des intérêts d'autres pays* ». Dans un éditorial, le quotidien nationaliste Global Times fustige ce discours et appelle la Chine à « *garder son sang-froid et à ne pas se faire induire en erreur par l'agressivité du gouvernement et du Congrès américains* ». Plus précisément, le quotidien souligne la nécessité, pour la Chine, de faire en sorte que ces tensions n'affectent ni ses relations avec « *l'Occident dans son intégralité* », ni ses politiques internes (« *la Chine doit s'abstenir de devenir plus conservatrice sur le plan interne* »).

[Discours de D. Trump](#)

[Discours de M. Pence](#)

### **Politique commerciale : le Président Xi Jinping lance un nouvel appel à l' « autosuffisance » économique**

Dans un contexte d'escalade des tensions commerciales, le Président Xi Jinping a lancé, mercredi 26 septembre depuis la province septentrionale du Heilongjiang, un appel à l' « autosuffisance » de la Chine : « *sur le plan international, l'acquisition de technologies avancées devient de plus en plus difficile. L'unilatéralisme et le protectionnisme progressent, et nous forcent à prendre le chemin de l'autosuffisance. Ce n'est pas une mauvaise chose. La Chine, au bout du compte, dépend d'elle-même* ». Sans entrer dans les détails, M. Xi a évoqué un besoin d'autosuffisance dans l'approvisionnement en denrées alimentaires, mais également s'agissant de « *l'économie réelle* » ou de « *l'industrie* ». Un tel appel n'est pas inédit de la part du Président chinois même si, par le passé, ce dernier a surtout évoqué un objectif d' « *autosuffisance technologique* » - objectif dont le caractère prioritaire a été renforcé par le déclenchement de l'affaire ZTE (cf brèves du 4 juin 2018).

## Investissements entrants : le Mofcom dit « *travailler activement* » à la stabilisation des flux d'investissements entrants

Interrogé en conférence de presse, jeudi 27 septembre, sur le risque de réduction des investissements entrants en Chine sous l'effet de la guerre commerciale, le porte-parole du Mofcom a assuré que les autorités chinoises « *travaillaient activement et de manière ciblée* » à la « *stabilisation des flux de capitaux étrangers* ». Plus précisément, les efforts chinois portent, selon le Mofcom, sur trois aspects : (i) extension de l'accès au marché et accélération de l'ouverture du secteur des services ; (ii) amélioration de l'environnement des affaires avec notamment la promesse de meilleure coordination interministérielle ; (iii) engagement à résoudre certains problèmes spécifiques rencontrés par les entreprises étrangères (accès au foncier ou à l'énergie ; défis en matière de ressources humaines). La formalisation concrète de ces objectifs n'a pas été précisée.

## Réductions tarifaires : nouvelles réductions de droits de douane à l'importation de plusieurs catégories de produits à partir du 1er novembre 2018

Le Conseil des Affaires d'État a annoncé, mercredi 26 septembre 2018, la réduction des droits de douane à l'importation de 1585 types de produits, à compter du 1er novembre 2018. Cette décision – qui fait suite à une première réduction tarifaire, effective depuis le 1<sup>er</sup> juillet, sur près de 1500 lignes de biens - a été justifiée par l'objectif de « *contribuer à la montée en gamme industrielle, réduire les coûts des entreprises et répondre à la demande intérieure* ». Selon l'agence officielle *Xinhua*, le niveau moyen des droits de douane à l'importation d'équipements électriques et mécaniques sera réduit de 12,2% à 8,8%, celui applicable aux importations de « textile et matériel de construction (sic) » de 11,5% à 8,4% et, enfin, le tarif moyen à l'importation de « ressources naturelles et produits primaires » sera réduit de 6,6% à 5,4%. Au total – à la suite des deux réductions tarifaires successives - le niveau moyen des droits de douane à l'importation passerait de 9,8% en 2017 à 7,5% à partir du 1<sup>er</sup> novembre. Dans le même temps, des mesures de simplification douanière ont été annoncées, sous la forme d'une réduction du nombre de formalités administratives.

Retour au sommaire ([ici](#))

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### **Cybersécurité : selon *Bloomberg*, la dépendance des grands groupes technologiques américains à leur *supply chain* en Chine aurait été exploitée par les services de renseignement locaux**

Dans un article paru le 4 octobre 2018, *Bloomberg Businessweek* révèle que les services de renseignement chinois auraient exploité la *supply chain* d'une trentaine de grands groupes américains dont Amazon, Apple ou encore Supermicro, afin d'insérer des puces électroniques au sein des serveurs. Ceux-ci étaient destinés à des *data centers* ayant vocation à être utilisés pour certaines communications sensibles (communications avec les stations spatiales ; transmission de relevés de vols de drones à la CIA etc.). Ces puces auraient été insérées lors de la fabrication des équipements au sein des usines chinoises de sous-traitants de ces groupes avec, comme objectif, l'interception de certaines informations sensibles stockées dans les réseaux informatiques des entreprises commissionnées par le gouvernement américain. Les groupes cités dans l'article ainsi que le gouvernement chinois ont tous nié les faits. Du fait, probablement, d'anticipations de contremesures américaines et de la fermeture de nouveaux marchés publics aux technologies chinoises à l'international, les actions de certains équipementiers chinois comme Lenovo et ZTE, notamment, ont lourdement chuté à la Bourse de Hong Kong ce vendredi.

### **Automobile : Renault dévoile une mini-citadine électrique dédiée à la Chine**

Le 1<sup>er</sup> octobre 2018, Carlos Ghosn, PDG de Renault, a dévoilé le modèle « K-ZE », SUV électrique de segment A (mini) dédiée au marché chinois, où il sera commercialisé à partir de 2019 avant d'être disponible à la vente dans le reste du monde. Fabriquée à Shiyan (Hubei) par la co-entreprise e-GT New Energy (co-détenue par Dongfeng, propriétaire de 50% du capital, tandis que Renault et Nissan se partagent à parts égales les 50% restants), la K-ZE sera dotée d'une autonomie théorique de 250 km. Pour rappel : en 2017, d'après la *China Association of Automobile Manufacturers*, 791 000 véhicules à énergie nouvelle (VEN) ont été vendus en Chine, ce qui représentait 2,74% du total des ventes de véhicules en Chine et environ 50% des ventes des VEN au niveau mondial.

En parallèle, PSA a inauguré fin septembre à Wuhan sa filiale en charge de la commercialisation de la marque « Free2Move » dédiée aux services de mobilité, et notamment à l'autopartage. Cette co-entreprise rassemblant PSA (50%), Dongfeng Electric (30%) et Wuhan Electric Demonstration Co. (20%) représente le premier investissement chinois de PSA dans le domaine des services à la mobilité. Les véhicules mis en service seront des véhicules électriques de marque Dongfeng (ER30).

### **Numérique : Tencent Music, la principale plateforme de *streaming* musical de Chine, prépare son entrée en bourse**

Filiale de Tencent, leader mondial du jeu vidéo et propriétaire de la messagerie instantanée WeChat (1 Md d'utilisateurs mensuels), prépare l'entrée à la bourse de New York de sa plateforme de *streaming* musical : Tencent Music Entertainment Group. Une demande officielle en ce sens a été déposée le 2 octobre 2018 auprès de la Securities & Exchange Commission ; le groupe chercherait à atteindre une valorisation de 30 Mds USD environ. Suite à sa fusion avec China Music Corporation (propriétaire des plateformes Kugou et Kuwo), intervenue en 2014, Tencent Music Entertainment Group était devenue le principal groupe de *streaming* musical du pays : avec 800 M utilisateurs mensuels, ses plateformes (qui continuent d'opérer de manière autonome) regroupent près de quatre



fois plus d'utilisateurs que Spotify, son premier concurrent à l'international. Bien qu'à peine 4% de ces utilisateurs soient des clients payants (contre 46% environ pour Spotify), Tencent Music a affiché un bénéfice de 263 M USD au premier semestre 2018.

### **Numérique : suite à son passage à vide, Tencent se restructure en ciblant les services internet dédiés à l'industrie**

Le 30 septembre 2018, Tencent a annoncé sa première restructuration en six ans : les trois unités en charge des « contenus » (internet mobile, social media et media en ligne) seront regroupées en un département unique, tandis qu'une nouvelle entité sera créée, qui sera en charge des activités cloud et « smart industries » (segments B2B sur lesquels Tencent entrera en concurrence directe avec Alibaba). Depuis le début de l'année, les performances financière et boursière de Tencent ont pâti du renforcement des contrôles sur les jeux vidéo (qui assurent près de 25% du chiffre d'affaires du groupe au premier trimestre 2018) : l'action du groupe s'échangeait pour 305 HKD ce 5 octobre, contre 474 HKD encore en janvier 2018. Pour rappel : Tencent fait partie des six groupes privés mandatés par le Ministère des sciences et technologies (MOST), en novembre 2017, pour développer les technologies d'intelligence artificielle. L'intégration d'internet aux processus industriels fait, elle-aussi, partie des priorités du gouvernement chinois.

Retour au sommaire [\(ici\)](#)



## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### Développement durable : renforcement de la collaboration sino-singapourienne autour de la ville durable et des Nouvelles routes de la soie (BRI)

M. Lawrence Wong, Ministre du développement national de Singapour, a assisté à la célébration des 10 ans du projet sino-singapourien *Eco-city* de Tianjin ce 27 septembre. Ce projet a transformé une zone polluée et souffrant de difficulté d'approvisionnement en eau en une ville de 30 km<sup>2</sup>, forte de 100 000 habitants et 7000 entreprises et entités. Son développement n'en est pas pour autant abouti et il reste notamment à achever la création d'un quartier d'affaires et l'aménagement d'un centre-ville. Pour les autorités chinoises et singapouriennes, l'*Eco-city* constitue une pionnière et vitrine du savoir-faire conjoint en matière de villes durables.

Cette visite de M. Wong s'inscrit à la suite du 14<sup>ème</sup> Conseil conjoint de coopération bilatérale sino-singapourien qui s'est tenu le 20 septembre dernier à Singapour et au cours duquel 7 mémorandums d'accord ont été signés. Le premier consiste à répliquer l'expérience de l'*Eco-city* tant en Chine que le long des Nouvelles routes de la soie (en anglais *Belt and Road Initiative - BRI*).

Le communiqué de presse conjoint affirme la volonté des deux parties d'approfondir leur collaboration en matière d'infrastructures et de transport dans le cadre du projet sino-singapourien *Chongqing Connectivity Initiative – Southern Transport Corridor* visant à développer les connexions entre la Chine de l'Ouest et l'Asie du Sud-Est, ainsi que le long des Nouvelles routes de la soie terrestres et maritimes.

### Développement durable : le défi du recyclage dans les zones rurales

M. Yu Xinrong, Ministre de l'agriculture et des affaires rurales, a illustré la précarité des zones par quelques chiffres lors d'une conférence de presse ce 29 septembre: 25% des déchets et 80% des eaux usées produits par les foyers ruraux ne sont pas traités; moins de la moitié des ruraux ont accès à des sanitaires aux normes nationales.

Les autorités chinoises ont totalement conscience des déséquilibres de développement entre zones urbaines et rurales et la conférence de presse intervient après la publication d'un plan stratégique de «Revitalisation des zones rurales (2018 – 2022)» en septembre. Ce plan prévoit un développement économique des territoires respectueux de l'environnement et du patrimoine culturel local ; il prévoit également une montée en gamme des équipements pour proposer l'accès à l'eau potable, aux sanitaires et à l'assainissement pour tous.

En outre, ce plan envisage également une action de dépollution des sols et des eaux, ressources souvent exploités illégalement.

[Le plan quinquennal de revitalisation des zones rurales \(en chinois\)](#)

### Développement durable : la *Beijing Design Week* met à l'honneur le développement durable et le Danemark

La *Beijing Design Week* est un festival international organisé dans l'ancien quartier industriel désormais quartier artistique et historique de Pékin *751D-park*, proposant expositions, conférences, ateliers et concerts. Pour cette édition 2018 sous le signe du bien-être et bien manger, la ville de Copenhague est invitée d'honneur.

Dans ce cadre, une exposition complète nommée « Vivre c'est donner », dédiée au Danemark, à l'approche danoise du mieux vivre en ville, et au concept de ville durable a été organisée. De la réflexion de la place de la nature dans la ville à la formation de communautés et à la valorisation du local, les thèmes de l'exposition sont variés et sensibilisent le public aux actions possibles pour améliorer sa qualité de vie quotidienne.

Retour au sommaire ([ici](#))

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong.

**Adresse :** N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par :** Camille Bortolini, Furui Ren, Pierre Martin, Antoine Bernez

**Revu par :** Estelle Jacques et Jean-Philippe Dufour.

**Responsable de publication :** Philippe Bouyoux